



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 45 (2021)

Faits saillants

- ❖ Région : entrée en vigueur du RCEP le 1^{er} janvier 2022
- ❖ Malaisie : recul de la croissance (-4,5%) et de la production industrielle au T3
- ❖ Philippines : croissance de 7,1% au T3 en g.a.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

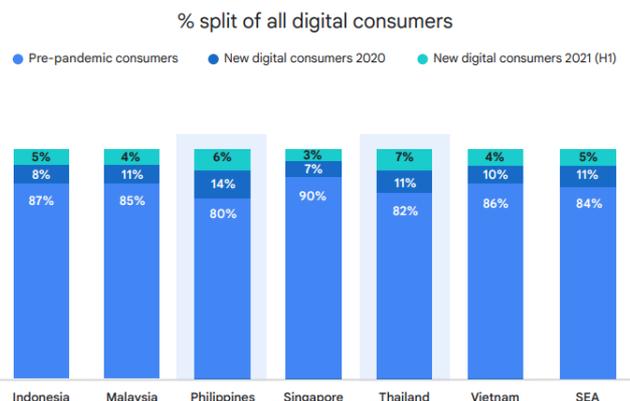
440 millions

Le nombre total d'internautes en Asie du Sud-Est d'après le dernier rapport *e-Conomy SEA*

Région

40 millions de nouveaux internautes en 2021 en Asie du Sud-Est

L'Asie du Sud-Est compte désormais 440 millions d'internautes, parmi lesquels 60 millions de personnes ont eu accès à internet pour la première fois depuis le début de la pandémie, dont 40 millions en 2021, d'après le 6^{ème} rapport *e-Conomy Southeast Asia* publié par Google, Temasek et Bain&Co. La Thaïlande (+7%) et les Philippines (+6%) observent les plus fortes progressions. D'ici 2025, l'économie numérique devrait générer 360 Mds USD dans la région, le commerce électronique, la livraison de nourriture et les services financiers numériques restant les principaux moteurs de croissance, notamment en Indonésie et au Vietnam où l'économie numérique atteindrait respectivement 146 Mds USD et 57 Mds USD.



Entrée en vigueur du RCEP au 1er janvier 2022

L'accord de Partenariat régional économique global (RCEP) entrera en vigueur 60 jours après que six des dix pays de l'ASEAN (Brunei, Cambodge, Laos, Singapour, Thaïlande, Vietnam) et trois des cinq autres pays d'Asie-Pacifique (Nouvelle-Zélande, Japon, Chine) aient déposé leurs instruments de ratification auprès de l'ASEAN. Une fois en vigueur, cet accord de libre-échange mènera à terme à l'élimination des droits de douane sur 91% des produits manufacturés.

Publication de l'ASEAN Taxonomy for Sustainable Finance

En marge de la COP26, l'ASEAN Taxonomy Board (ATB) a publié une première version de l'ASEAN Taxonomy for Sustainable Finance. Ce document détaille les premiers éléments clés de la taxonomie régionale, qui intègre : i) quatre objectifs environnementaux et deux critères essentiels pour évaluer l'impact des activités économiques sur l'environnement, ii) une liste de secteurs cibles couverts par la norme *Plus Standard* (agriculture, foresterie et pêche, fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation, industrie, transport et stockage, approvisionnement en eau, assainissement et gestion des déchets, construction et immobilier), iii) des lignes directrices pour la classification des activités économiques en fonction de leur impact sur l'environnement.

Indonésie

Dotation en capital 4,2 Mds USD pour le fonds souverain indonésien (LPI)

Le gouvernement indonésien attribue une dotation en capital de 60 000 Mds IDR (4,2 Mds USD) au fonds souverain indonésien (LPI), dont 15 000 Mds IDR (1,1 Md USD) décaissés du budget du programme de redressement économique national (PEN) et 45 000 Mds IDR (3,2 Mds USD) sous forme d'actions des banques publiques PT Bank Rakyat Tbk et PT Bank Mandiri Tbk. Le capital total de LPI atteint 75 000 Mds IDR, soit 5,3 Mds USD, conformément à l'objectif fixé par le gouvernement à la création du fonds en 2020. Pour accompagner le développement économique national, le gouvernement prévoit d'attirer 20 Mds USD d'investissement dans le fonds souverain dès 2021, et 100 Mds USD d'ici deux ans.

L'Etat réalloue 2,4 Mds USD à la recapitalisation de trois entreprises publiques

La ministre des Finances, Sri Mulyani, a annoncé réallouer à la recapitalisation d'entreprises publiques en difficultés financières 17 000 Mds IDR (1,2 Md USD) du budget du programme de redressement économique national (PEN), dont seulement 58,3% des 744 770 Mds IDR (52,2 Mds USD) ont été décaissés au 22 octobre 2021. Afin de soutenir le secteur des infrastructures, ces fonds sont affectés à la recapitalisation de PT Hutama Karya (9 100 Mds IDR soit 638 M USD) et PT Waskita Karya (7 900 Mds IDR soit 554 M USD), qui bénéficie également d'une facilité de crédit de 29 200 Mds IDR (2 Mds USD) suite à la restructuration de sa dette en septembre 2021. Le gouvernement prévoit également la réallocation de 16 800 Mds IDR (1,2 Md USD) du budget national 2021 à la recapitalisation d'entreprises publiques dans ce secteur : 9 900 Mds IDR (694 M USD) pour PT Hutama Karya, et 6 900 Mds IDR (484 M USD) pour l'entreprise ferroviaire PT Kereta Api Indonesia, dont 4 300 Mds IDR alloués au financement du projet de ligne à grande vitesse Jakarta-Bandung (soit 302 M USD).

Extension des mesures d'allègement fiscal pour lutter contre la pandémie

Le ministère des Finances étend la liste des secteurs éligibles aux mesures d'allègement fiscal mises en place pour soutenir l'économie. Le nombre d'entreprises éligibles passe de 216 à 481 pour la réduction de l'impôt sur les sociétés (IS), de 132 à 397 pour les exemptions sur les droits d'importation et de 132 à 229 dans le cadre de la mesure de remboursement accéléré des crédits de TVA. L'extension de ces mesures d'allègement fiscal intervient dans un contexte d'augmentation des recettes fiscales de l'Etat au cours de l'année 2021 : entre janvier et septembre, les recettes de l'IS ont atteint 128 350 Mds IDR (9 Mds USD), soit une croissance de 7% en glissement annuel. Sur la même période, les recettes atteignent 25 290 Mds IDR (1,8 Md USD) pour les droits d'importation (+6,8% en g.a.) et 205 930 Mds IDR (14,4 Mds USD) pour la TVA (+13,9% en g.a.). Les recettes fiscales totales ont augmenté de 15,8% sur la période, pour atteindre 72,2 Mds USD. Cette croissance est liée à un effet de base, les recettes fiscales s'étant contractées entre janvier et septembre en 2020 (-30,4% pour l'IS, -1,9% pour les droits d'importation et -9,4% pour la TVA en g.a.).

Malaisie

L'économie malaisienne s'est à nouveau contractée au T3

La banque centrale estime que la Malaisie a connu une croissance négative de -4,5% en glissement annuel au T3 2021, après un rebond de 16,1% au T2 (avec un fort effet de base) et un repli de -0,5% au T1. En variation trimestrielle, la contraction est de -3,6% au T3 après -1,9% au T2 2021. Ces résultats sont inférieurs aux attentes, les économistes interrogés par Reuters ayant anticipé une récession limitée à 1,3% (en g.a.). Dans un contexte sanitaire dégradé ayant conduit à la mise en place de mesures de confinement très strictes de juin à août, tous les secteurs économiques ont baissé au troisième trimestre, en particulier la construction, la consommation intérieure et les exportations, selon la gouverneure de la banque centrale, Nor Shamsiah Yunus. Sur l'année, la Bank Negara Malaysia maintient sa prévision de croissance dans une fourchette comprise entre 3% et 4% – sans doute légèrement optimiste, avant une accélération qui serait comprise entre 5,5% et 6,5% l'an prochain.

Baisse de l'indice de production industrielle au T3 mais reprise en fin de période

Conséquence du confinement imposé en juillet et août, qui a pénalisé l'activité des entreprises, l'indice de production industrielle (IPI) accuse un recul de 1,1% en glissement annuel au troisième trimestre : du fait d'un traitement plus favorable accordé aux entreprises exportatrices, l'indice des industries manufacturières ne baisse que de 0,7%, alors que ceux des industries extractives et de la production d'électricité chutent respectivement de 2,2 et 3,1%. Par contre, la levée progressive des restrictions, en dépit des difficultés persistantes de la chaîne d'approvisionnement, permet à l'IPI de progresser de 2,5% en septembre en glissement annuel (+4% pour les industries manufacturières et +0,4% pour la production d'électricité, mais -3% pour les industries extractives du fait d'une moindre production de pétrole). Les industries dédiées à l'exportation ont été le moteur de cette reprise (+6,7% contre -1,9% pour celles dédiées au marché intérieur), plus particulièrement celles du secteur E&E (+12,3%).

Légère baisse du chômage en septembre

Le taux de chômage s'est élevé à 4,5% en septembre, contre 4,6% en août, le nombre de chômeurs passent de 749 00 à 739 000 personnes (-2,6%). Le nombre de personnes activement à la recherche d'un emploi (souvent les chômeurs les plus récents), qui avait augmenté les mois précédents, baisse de 2,6% en septembre, illustrant la reprise de l'activité des entreprises après une lourde période de confinement.

Singapour

Début de réouverture des frontières avec les pays de la région

Le gouvernement singapourien a annoncé la reprise des voyages aériens transfrontaliers avec la Malaisie via une Vaccinated Travel Lane (VTL) entre l'aéroport de Changi et celui de Kuala Lumpur, à partir du 29 novembre. Par ailleurs, le ministre de la Santé, Ong Ye Kung, a déclaré que la stabilisation de la pandémie dans la région permettait de revoir la classification de plusieurs pays de l'ASEAN, se traduisant par le passage en catégorie II (quarantaine de 7 jours) du Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam, et en catégorie III (quarantaine de 10 jours) du Laos, la Birmanie, les Philippines et la Thaïlande dès le 11 novembre, en ouvrant la possibilité d'effectuer sa quarantaine à domicile.

6^{ème} édition du Singapore Fintech Festival (SFF)

La sixième édition du Singapore Fintech Festival (SFF), organisé par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), s'est tenue en ligne du 8 au 12 novembre, autour du thème de l'impact du Web 3.0 et de la Blockchain sur les services financiers. A cette occasion, le directeur général de la MAS, Ravi Menon, a annoncé le lancement du projet *Orchid* pour étudier et développer une monnaie numérique de banque centrale (CBDC) de détail, en partenariat avec le secteur privé. Participant à l'événement, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a rappelé l'intérêt de la France pour les CBDC, illustré par la récente expérimentation conjointe avec la MAS sur les paiements transfrontaliers. Présente avec un stand virtuel « Team France Export – French Chamber of Commerce in Singapore (FCCS) », la France été également représentée par une quinzaine d'entreprises et startups françaises.

Vietnam

Tenue de la session parlementaire d'automne

Dans le cadre de la session parlementaire d'automne, l'Assemblée nationale a poursuivi les débats sur la situation socio-économique, le budget et la lutte contre le Covid-19. Face à l'évolution de l'épidémie, les députés ont souligné la nécessité d'accélérer la vaccination des enfants, de limiter la propagation du virus tout en facilitant la mobilité des personnes et des marchandises. L'objectif de croissance de 6-6,5% pour 2022 serait atteignable si la situation sanitaire reste sous contrôle, si les investissements publics sont bien utilisés et si le partenariat public-privé est promu dans le secteur des infrastructures. Face à l'avis de députés sur le besoin d'augmenter le déficit budgétaire, le ministre des Finances, Ho Duc Phoc, a déclaré qu'il reste peu de marge de manœuvre (prévisions de déficit budgétaire à 4% du PIB en 2022). La dette publique en 2025 serait 1,6 fois supérieure à celle de 2020, à 46,5% du PIB.

Proposition de développement des infrastructures aéroportuaires 2021-2030

Le ministère des Transports a soumis au Premier ministre le schéma directeur de développement des infrastructures aéroportuaires pour la période 2021-2030, vision 2050. Dans le cadre de ce plan, d'ici 10 ans, six nouveaux aéroports seront construits, à savoir Long Thanh, Lai Chau, Sa Pa, Quang Tri, Phan Thiet et Na San. En 2030, le pays disposerait ainsi de 28 aéroports en exploitation, avec une capacité totale estimée à environ 278 millions de passagers.

Proposition d'appel à investissement étranger pour 6 projets ferroviaires

L'administration vietnamienne des chemins de fer (Vietnam Railway Authority) a soumis au ministère des Transports une proposition d'appel à l'investissement étranger pour 6 projets ferroviaires. Il s'agit du projet de transport ferroviaire reliant le port international de Hai Phong, la ligne Bien Hoa-Vung Tau, la ligne Trang Bom-Hoa Hung, la ligne ferroviaire de l'Est de Hanoi, la ligne reliant Thu Thiem et l'aéroport international de Long Thanh et la ligne Vung Ang-Tan Ap-Mu Gia.

Thaïlande

Hausse de l'inflation en octobre

Le taux d'inflation s'est accéléré en octobre pour le second mois consécutif, atteignant + 2,4% en g.a. après +1,7% en septembre. Cette accélération s'explique surtout par l'augmentation des prix de l'énergie (pétrole et gaz) mais également par la reprise de la demande domestique qui, bien qu'encore modérée, tend à se confirmer dorénavant sur l'ensemble du territoire thaïlandais. La banque centrale

pourrait revoir ses prévisions d'inflation à la hausse pour 2022 en cas d'augmentation prolongée des prix énergétiques et de persistance des blocages sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Pour l'heure, la BoT table toujours sur un rythme d'inflation de 1% en 2021 et de 1,4% en 2022.

Inflation et risque social

Alors que le pays fait face à d'importantes manifestations des transporteurs routiers depuis la mi-octobre du fait de la hausse des prix du diesel, le gouvernement a décidé de subventionner massivement le diesel afin de limiter son prix à 30 THB par litre, niveau déjà dépassé en octobre alors qu'il était encore de 25 THB en fin d'année dernière. Pour ce faire, le gouvernement prévoit d'emprunter 30 Mds THB (1 Md USD) sur les marchés domestiques, dont 20 Mds seront levés en janvier et 10 Mds à une date ultérieure lorsque les prix augmenteront à nouveau. Il n'est pas sûr néanmoins que ces mesures suffisent à calmer totalement les transporteurs qui demandent à ce que les prix soient plafonnés à 25 THB par litre. La question se pose également de la capacité du gouvernement à maintenir ces subventions sur le moyen-long terme en cas de hausse prolongée des prix de l'énergie.

Philippines

Croissance du PIB de 7,1% au T3 2021

La reprise économique des Philippines a ralenti au T3 2021 en raison d'un resserrement des restrictions de mouvement (deux semaines de confinement strict à Manille au mois d'août) afin de lutter contre une augmentation des infections au Covid-19 induites par le variant delta. D'après l'Autorité philippine des statistiques (PSA), le PIB a affiché une croissance de 7,1% en g.a. au T3 2021 (contre +12,0% au T2). L'industrie et les services ont enregistré des croissances positives de 7,9% et 8,2% respectivement. À l'inverse, le secteur de l'agriculture, la foresterie et la pêche a enregistré une contraction de -1,7%. De janvier à septembre 2021, la croissance s'élève à 4,9%, dans la limite supérieure de la fourchette cible du gouvernement comprise entre 4% et 5% pour 2021. Fitch Solutions a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour les Philippines de 4,2 à 4,5% en 2021.

Manille passe en niveau d'alerte 2

Le niveau d'alerte de la région du grand Manille est passé à 2 sur une échelle de 4 (4 étant le niveau d'alerte maximum imposant le plus de restrictions). Le nombre total de contaminations quotidiennes est tombé à 2 646 le 10 novembre, contre un pic de plus de 26 000 le 11 septembre dernier. L'assouplissement des restrictions devrait stimuler l'activité économique au T4, traditionnellement forte en raison des dépenses liées à Noël et des envois de fonds de la diaspora. Le gouvernement souhaite poursuivre la réouverture de l'économie et vise un passage au niveau d'alerte 1 en janvier 2022.

Les IDE entrant atteignent 6,4 Mds USD sur 8 mois en 2021

D'après la Banque centrale des Philippines, les entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 19,8% au mois d'août 2021 en g.a. pour atteindre 812 M USD, contre 677 M USD au cours de la même période en 2020. Sur les huit premiers mois de l'année, les entrées nettes d'IDE s'établissent à 6,4 Mds USD, soit une augmentation de 39,7% par rapport à la même période l'année précédente (4,6 Mds USD). Cette augmentation est principalement due à la croissance de 71,6% des investissements nets en instruments de dette, à 4,5 Mds USD, contre 2,6 Mds USD en 2020. Il convient cependant de noter que les investissements des non-résidents en capitaux propres (autres que le réinvestissement des bénéficiaires) ont diminué de 12,2% à 1,1 Md USD, contre 1,2 Md USD il y a un an.

La croissance de l'économie numérique des Philippines est la plus rapide d'Asie du Sud-Est

Selon le dernier rapport *e-Conomy* pour l'Asie du Sud-Est publié par Google, Temasek et Bain & Co, l'économie numérique des Philippines atteindra 40 Mds USD d'ici 2025 en termes de valeur brute des marchandises (GMV). La GMV des Philippines devrait atteindre 17 Mds USD en 2021, soit une augmentation de 93% par rapport à 2020, principalement en raison d'initiatives gouvernementales et de l'adoption massive du numérique, notamment pour le e-commerce et les services de livraison de nourriture. Depuis le début de la pandémie, 12 millions de nouveaux consommateurs sont passés en ligne, dont 63% proviennent de zones non métropolitaines. 39% des e-commerçants philippins déclarent qu'ils n'auraient pas survécu à la pandémie sans l'utilisation des plateformes numériques.

Cambodge

Acquisition par Total d'un projet photovoltaïque de 74 MW

Total Eren, filiale du groupe Total dédiée à la production électrique d'origine renouvelable, vient d'entrer sur le marché cambodgien via l'acquisition d'un projet photovoltaïque de 74 MW en opération depuis mars 2021 dans la province de Battambang. Le vendeur chinois Risen Energy continuera d'assurer la maintenance de la centrale durant les deux prochaines années. Ce projet avait été financé par un prêt de 45 M USD de DEG, filiale de la KfW.

Soutien suisse aux entreprises agro-alimentaires et touristiques

La Suisse a accordé une aide de 1 M USD dans le cadre d'un projet de « soutien à la restauration des entreprises de l'agro-alimentaire et du tourisme » dans 3 provinces du Cambodge : Battambang, Pursat et Kampong Chhnang. Cette aide contribuera au développement économique de ces provinces et à y soutenir le secteur du tourisme après la pandémie. Mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), ce projet apportera à 60 entreprises une formation pour améliorer les normes de produits et d'emballage et renforcer les mesures de sécurité.

Laos

Présentation du plan stratégique 2022 de la Bank of Lao au Parlement

La Bank of Lao PDR (BOL) a présenté aux parlementaires son plan stratégique pour 2022 : promotion de l'électricité et des exportations agricoles, réduction des importations. Les PME laotiennes pourront bénéficier d'un accompagnement public, sur financement partiellement chinois (CDB, qui fournira d'ici mars un tiers des 300 M USD attendus). La BOL s'attend à une augmentation des dépôts dans les banques commerciales après l'inauguration de la voie ferrée Laos-Chine et lorsque la pandémie sera maîtrisée. Elle continuera à œuvrer pour réduire l'écart entre les taux de change officiel et parallèle.

Exportation de 2 Mds USD d'électricité de janvier à septembre 2021

Au cours des 9 premiers mois de l'année, le Laos a exporté 27 Mds de kW pour un montant d'environ 2 Mds USD, soit une augmentation de 12% par rapport à la même période de l'année dernière. 30 723 M kW d'électricité ont été produits au cours des 9 premiers mois 2021. 7 253 M kW, produits localement ou importés depuis la Thaïlande, ont par ailleurs été vendus sur le marché domestique pour environ 715 M USD.

Birmanie

Le National Union Government publie sa politique de sanctions

Le National Union Government (NUG), cabinet d'opposition fantôme qui s'est formé en réponse au coup d'Etat, vient de publier sa politique de sanctions. Ainsi, il appelle à promouvoir les droits humains, cesser toute activité commerciale qui soutient le régime militaire et promouvoir le bien-être et la sécurité des employés. Toutes les entreprises d'Etat sont visées et la priorité porte sur les secteurs pétrolier, minier et bancaire. Le NUG invite les investisseurs à ne payer aucun impôt ou règlement au bénéfice du régime militaire, voire à quitter le pays si cela était impossible. Par ailleurs, la structure annonce vouloir procéder courant novembre à une émission obligataire de 1 Md USD via des banques étrangères pour financer la résistance.

La banque centrale accentue la pression sur le contrôle des changes

Comme cela avait été le cas au mois d'août (puis abandonné le 10 septembre), la banque centrale (CBM) vient d'imposer le 9 novembre aux opérateurs de change un corridor de +/-0,5% par rapport au taux officiel. L'institution vient en outre d'enjoindre 663 entreprises à se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation qui leur impose de convertir en monnaie locale leurs revenus d'exportation dans un délai de 1 mois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Eva THACH, Raphaël BADR

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr

